

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 28

**Déposée par:** M. Louis **Michel**, M. Karel **de Gucht**, M. Elio **di Rupo**, membres de la Convention et M. Pierre **Chevalier** et Mme Marie **Nagy**, membres suppléants de la Convention

---

**1. inchangé**

2. Lorsque des conditions uniformes de mise en œuvre des actes obligatoires de l'Union sont nécessaires, ces actes peuvent conférer à la Commission ou dans **les cas visés dans la IIIe partie de la Constitution**<sup>1</sup> et dans les cas prévus à l'article [PESC], au Conseil, des compétences d'exécution.

3. inchangé

4. Les actes d'exécution de l'Union prennent la forme de ~~règlements européens d'exécution~~ ou de décisions européennes d'exécution.

---

<sup>1</sup> Dès lors que la Charte doit être intégrée dans une IIe partie

---

**Explication éventuelle :**

- Le pouvoir d'adopter des actes d'exécution doit appartenir à la Commission européenne. Il ne doit être fait exception à cette règle que pour les domaines de la PESC et dans des cas clairement identifiés dans la partie de la Constitution sur les politiques. Ces cas spécifiques pourraient couvrir des actes d'exécution comme la fixation des prix agricoles, la fixation des quotas de pêche ou l'adoption des mesures anti- dumping, des mesures opérationnelles de coopération policière.
- Le paragraphe 4 est mis en conformité avec la simplification de la typologie proposée à l'article 24.